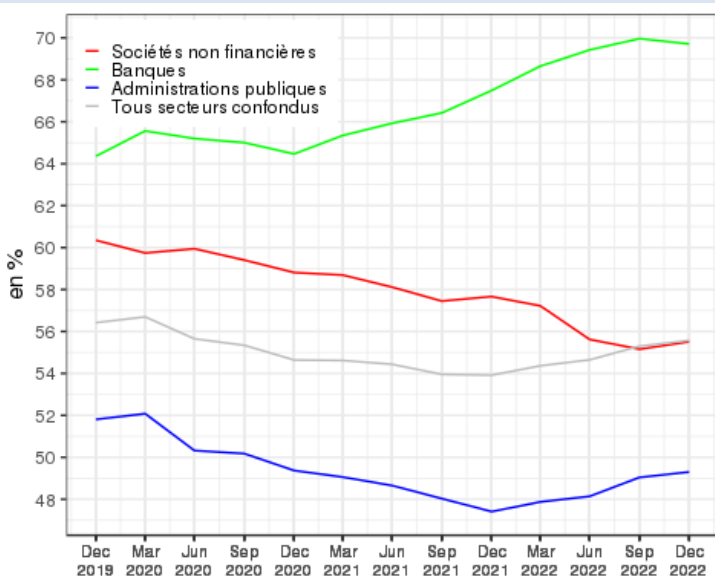


Émission et détention de titres français au 31 décembre 2022

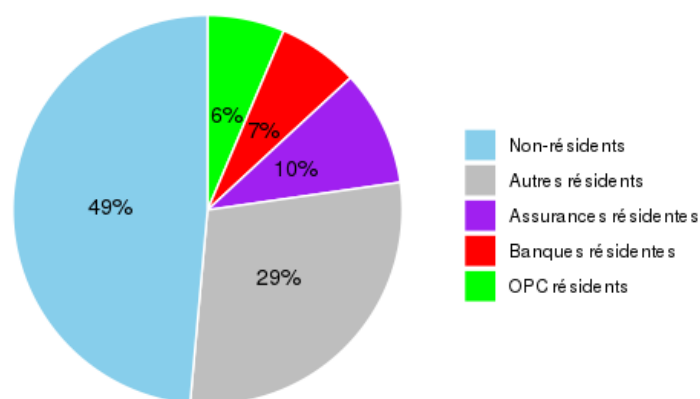
La détention non-résidente des titres français se stabilise en 2022

- Au 31 décembre 2022, le taux de détention non-résidente des titres émis par les résidents français est de 49 % (48 % fin 2021, 49 % fin 2020).
- En 2022, la détention non-résidente de la dette de long terme a augmenté pour les titres émis par les administrations publiques (passant de 47 % fin 2021 à 49 % fin 2022) et les banques (de 68 % à 70 %), alors qu'elle a diminué pour les titres émis par les sociétés non financières (de 58 % à 56 %).
- La part de la France dans les émissions brutes de titres de dette de la zone euro est stable à 31% fin 2022.

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)



Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin décembre 2022



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateurs. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/statistiques/parution-reference-name/conservation-de-titres>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.



Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin déc. 2022	Cumul 4 trimestres		T4 2022	
TOTAL	7 373	211	149	62	23
TITRES DE DETTE (1)	4 806	213	163	60	35
Sociétés non financières	693	-6	-11	0	6
Administrations publiques (4)	2 573	103	101	-10	-4
<i>dont émissions de court terme (4)</i>	<i>186</i>	<i>-43</i>	<i>-28</i>	<i>-14</i>	<i>-15</i>
<i>dont État (4)</i>	<i>2 281</i>	<i>111</i>	<i>114</i>	<i>12</i>	<i>15</i>
Banques (2)	1 286	89	59	59	30
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>287</i>	<i>11</i>	<i>7</i>	<i>9</i>	<i>7</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>217</i>	<i>29</i>	<i>0</i>	<i>35</i>	<i>13</i>
Institutions financières non monétaires (3)	254	27	13	12	3
ACTIONS COTÉES (1)	2 566	-2	-15	2	-11

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
(2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
(3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
(4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin déc. 2022		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin déc. 2022		France	Zone euro	Fin déc. 2022	Fin déc. 2021
TITRES DE DETTE	20 975	23%	2 845	9 055	31%	31%
Sociétés non financières	1 618	43%	352	727	48%	42%
Administrations publiques	10 646	24%	1 045	3 034	34%	32%
Banques	4 803	27%	1 251	3 097	40%	46%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>484</i>	<i>45%</i>	<i>1 042</i>	<i>2 194</i>	<i>47%</i>	<i>57%</i>
Institutions financières non monétaires	3 908	6%	197	2 198	9%	8%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

